



Adolf Berle et le progressisme lors de la grande dépression

Omer Moussaly

Les États-Unis consolident, au cours du 20e siècle, leur position en tant que superpuissance mondiale. Ce statut découlait du succès sans précédent dans l'histoire moderne, dans les domaines économiques et militaires. Au niveau économique, on vit l'apparition d'énormes corporations et une augmentation fulgurante de la productivité du travail. Au niveau militaire, les États-Unis sortirent vainqueurs lors des deux conflits mondiaux et devinrent le centre hégémonique du capitalisme. Seule la grande dépression, entre les deux guerres apporta provisoirement une ombre au tableau. C'est en vue de trouver des solutions pour sortir de la crise économique que fut formé le « Brain Trust » de Roosevelt. L'historien Ronald Edsforth, dans son livre intitulé *The New Deal, America's response to the Great Depression*ⁱ, présente les trois membres de ce groupe d'intellectuels, dont Adolf Berle qui est au centre de la présente analyse :

In March 1932, Roosevelt's chief speechwriter Samuel Rosenman suggested that the Governor needed a group of experts to plan his campaign for the Presidency. FDR agreed, and Rosenman recruited three Columbia University faculty members [...] Tugwell believed strongly in comprehensive national planning, an idea Moley thought unnecessary and impractical. Berle shared some of Tugwell's interests in economic planning, but he emphasized redistribution of income as the best way to insure recovery and long-term growth.ⁱⁱ

Durant cette période tumultueuse de l'histoire américaine et mondiale, le progressisme aux États-Unis, selon James Hurtgenⁱⁱⁱ, se répartissait en deux grands camps. D'un côté, il y avait les « décentralistes » qui voyaient d'un mauvais œil la concentration du pouvoir économique ainsi que le renforcement du gouvernement fédéral et qui, en outre,

croyaient en la vertu de l'entrepreneur, qui était son propre patron et qui se méfiait des grandes solutions aux problèmes politiques énormes proposées par les institutions bureaucratiques, et contestaient les prétentions des institutions à détenir la clé des solutions aux problèmes politiques :

One camp, identified as decentralists, harbors distrust of power – that is, accumulated, centralized power – because of the fear of abuse by those who hold it [...] For decentralists the notion that a massively expanded federal government with regulatory power can properly control change is simply naïve.^{iv}

L'autre camp, appelé par Hurtgen les « modernistes », défendait l'expansion des programmes fédéraux et des mécanismes de régulation du marché économique. Les modernistes considéraient que les décentralistes cherchaient à faire reculer la marche de l'histoire, en allant à contre-courant des tendances du monde moderne et en soutenant que l'heure des grands organismes économiques, tels que les corporations géantes, était arrivée. La seule façon d'avoir le moindre contrôle sur la situation était de créer un gouvernement central capable de réguler et de redistribuer l'énorme richesse créée par la nouvelle donne économique :

The other camp, identified as modernists, has embraced the necessity for centralized, accumulated power in government. This group is divided by a conception of society which emphasizes the need for a strong, assertive national government powerful enough to act in the public interest, which is to say, powerful enough to tame the individual special interests of which society is made.

Bien que les décentralistes aient parfois marqué de leur sceau la politique américaine en dénonçant les dangers de la centralisation et de la concentration du pouvoir, tant économique que politique, il n'en demeure pas moins que ce sont surtout les modernistes qui forgeront, tout au long du 20^e siècle, les institutions des États-Unis et leurs mécanismes régulateurs.

La concentration économique entre les mains des grandes corporations

Le nouveau phénomène du gigantisme, qui se développait dans la société américaine, fut scruté à la loupe par un jeune diplômé de droit à Harvard, Adolf Berle. Il s'agissait pour Berle ainsi que pour son partenaire économiste Gardiner Means d'étudier l'impact de la concentration économique aux États-Unis dans des grandes corporations qui ne sont plus dorénavant contrôlées par des patrons capitalistes individuels mais plutôt par des gestionnaires professionnels dirigeants des sociétés par actions. Berle et Means publièrent ensemble en 1932 un ouvrage, *The Modern Corporation and Private Property*⁶, qui se fit rapidement remarquer par des spécialistes aussi bien que par des hommes politiques. Pour Berle, dans l'économie américaine du 20^e siècle, l'idéal de l'entrepreneur libre-échangiste, cher à Adam Smith, était une chose du passé en raison de l'accroissement du secteur de la production sous contrôle des grandes corporations. Berle et Means appréhendaient notamment le danger d'abus de la part de ceux qui prenaient les décisions à la tête de ces compagnies gigantesques au détriment de l'intérêt public et du progrès de la nation.

Under such conditions control may be held by the directors or titular managers who can employ the proxy machinery to become a self-perpetuating body even though as a group they own but a small fraction of the stock outstanding [...] a large body of security holders has been created who exercise virtually no control over the wealth which they or their predecessors in interest have contributed to the enterprise.⁷

La séparation de la propriété et du contrôle des grandes entreprises enlève tout pouvoir décisionnel à la majorité des actionnaires. Ceux qui occupent les positions de contrôle dans les corporations peuvent chercher à s'enrichir aux dépens des bailleurs de fonds des compagnies en question. Les propriétaires ne peuvent qu'espérer que le contrôle aura à cœur leur meilleur intérêt, ce dont Berle doute fortement. De plus la loi touchant les corporations aux États-Unis, qui descend en ligne directe de la tradition corporative britannique, fait de la corporation une personne légale ayant des droits et des privilèges :

The real privilege which the state grants is that of corporate entity – the right to maintain business in its own name, to sue and be sued on its own behalf irrespective of the individuals; to have perpetual succession – i.e., to continue this entity although the individuals in it changed. From all this necessarily flowed a limited liability of the associates.⁸

En d'autres termes, des milliers d'investisseurs sont acculés à une quasi-impuissance face au « contrôle » des méga corporations. D'une part les grandes décisions, susceptibles d'affecter négativement l'ensemble des actionnaires, sont prises par une minorité siégeant au conseil d'administration sans pour autant que ceux-là aient un mot à dire. D'autre part, si par suite de mauvais choix de la part du « contrôle » une corporation fait faillite ou perd énormément de sa valeur, les actionnaires doivent prouver que les décideurs avaient fait leurs choix délibérément dans le but de ruiner la



compagnie. Et même si on parvient à convaincre le juge de la malveillance des décideurs, il faut encore que la corporation ait des fonds pour dédommager les actionnaires qui auraient été lésés. Autrement dit, la majorité des actionnaires n'exercent aucun pouvoir sur leur destin économique :

As a result, we have reached a condition in which the individual interest of the shareholder is definitely made subservient to the will of a controlling group of managers even though the capital of the enterprise is made up out of the aggregated contributions of perhaps many thousands of individuals [...] the interests of the individual may be sacrificed to the economic exigencies of the enterprise as a whole, the interpretation of the board of directors as to what constitutes an economic exigency being practically final.⁹

Berle assimile cet état de fait à la doctrine de la raison d'État en vertu de laquelle le souverain décide de subordonner l'intérêt de l'individu à la sauvegarde de la nation. Par contre, Berle indique que dans le cas américain, ce pouvoir suprême du souverain est limité par le Bill of Rights inscrit dans la Constitution américaine et que comparativement, « The peculiarity of the corporate form is that it subjects economic rights, heretofore known as property rights, to such exigencies in a peculiar and drastic degree and for far more limited ends. »¹⁰ Berle termine en se demandant si le gouvernement n'a pas un rôle à jouer dans cette situation afin de la corriger en faveur de l'ensemble de la société américaine. Il soutient, en outre, que laisser le « contrôle » des corporations affecter la vie de milliers d'individus acculés à l'impuissance n'est pas compatible avec la tradition progressiste américaine.

Selon Berle, les dirigeants des grandes corporations se sont arrogé trop de pouvoir d'où la responsabilité du gouvernement américain d'intervenir pour sauvegarder les intérêts de ses citoyens. De toute façon, Berle met en garde contre la concentration du pouvoir économique entre les mains d'une minorité n'ayant pas de compte à rendre à qui

que ce soit, car elle engendre nécessairement une réaction de la part des individus qui subissent les abus d'une mauvaise gestion des affaires.

More slow, but equally sure is the development of social pressure demanding that the power shall be used for the benefit of all concerned. This pressure, constant in ecclesiastical and political history, is already making its appearance in many guises in the economic field.¹¹

Les abus de pouvoir de la part du « contrôle » ont engendré, affirme Berle, la revendication populaire en vue d'une régulation du secteur économique et un partage plus équitable de la richesse. N'ayant plus la confiance des propriétaires, le contrôle s'est mis à dos une majorité de la population qui persiste à exercer une pression sur le gouvernement afin qu'il intervienne dans l'économie :

Adolf Berle au sein du « Brain Trust »

La propension des entreprises américaines à s'agrandir dès les premières décennies du 20^e siècle dans le but de maximiser leurs profits sonnait le glas de l'économie capitaliste classique où le propriétaire avait son mot à dire dans les décisions concernant son entreprise. En fait, la gestion des avoirs passait des mains du propriétaire à celles d'employés recrutés sur la base de leur expertise financière ou administrative. La question était de savoir si une certaine réglementation s'imposait en vue d'éviter les dérapages inhérents à cette tendance. Le livre magistral de Berle et Means, paru en 1932, traitant de la question des sociétés par action a vite fait de remporter la palme à l'époque et pour plusieurs années à venir.

Le thème de la séparation entre propriété et contrôle occupait le centre de cet ouvrage et les auteurs se demandaient, d'entrée de jeu, si la délégation de la gestion à des salariés servait vraiment les intérêts des investisseurs ou ceux des fondés de pouvoir dont la motivation à fructifier le capital qui leur était confié laissait souvent à désirer. Mais au delà de cette préoccupation majeure, Berle et Means soulevaient des questions déjà amorcées par leurs prédécesseurs et qui remettaient en cause les principes économiques qui étaient en vigueur à cette époque. Auréolé par le succès de librairie de son livre, Berle était déjà pressenti pour faire partie du petit cercle d'intellectuels désigné sous l'appellation de « brain trust » de Roosevelt. Les nouvelles lois de 1933 et de 1934 qui réglementaient l'actionnariat sont fort probablement tributaires de l'apport de Berle comme le suggère Jean Magnan de Bomier

A Berle, le juriste de l'équipe, fut en effet intégré dans le brain trust présidentiel, et s'il n'y a pas de preuve que les réformes de cette époque comme le Securities Act de 1933 et le Securities of Exchange Act de 1934 aient été directement inspirées des travaux de Berle et Means, la teneur de ces lois indique clairement la prédominance au sein de cette administration d'une opinion proche de ces travaux.¹²

L'analyse approfondie de Berle et Means de la séparation de la propriété et du contrôle répondait à une préoccupation conjoncturelle. C'est que l'aspiration à une économie d'échelle n'allait pas sans modifier la propriété traditionnelle en faisant appel à des investisseurs au rôle passif dans le contrôle de l'entreprise. La gestion est alors confiée à des directeurs salariés qui plutôt que de maximiser les profits de

l'entreprise, chercheraient à valoriser leur utilité. Le cas échéant, l'intervention du gouvernement en vue de corriger le tir serait tout indiquée, « [E]n instituant une protection de l'actionnaire ». Berle énumère à cet effet les moyens d'y parvenir, à savoir

[C]olmater les brèches [...] ou bien abandonner le pouvoir aux managers, la pire des solutions selon Berle et Means, car elle aboutirait vite à une nouvelle oligarchie – que Galbraith a cru voir réalisée dans la technostructure [...] C'est à une sorte de socialisme de la grande entreprise qu'ils invitaient à mot couverts.¹³

Les penseurs liés au « Brain Trust » du président américain Franklin Delano Roosevelt, tels que Berle et Tugwell, sont représentatifs de la mouvance moderniste. Le Brain Trust est né de la collaboration d'intellectuels recrutés par les conseillers de Roosevelt, lors de sa campagne présidentielle, dans le but de formuler à l'adresse du gouvernement des suggestions concrètes en vue de sortir la nation de la grande dépression. L'originalité du groupe reposait sur l'idée que le rôle du gouvernement fédéral n'était pas simplement d'assurer la libre compétition au niveau économique mais aussi d'assurer le bien-être matériel pour l'ensemble des Américains par des mesures d'assistance sociale et de régulation. Tugwell résume bien la fonction du Brain Trust dans un passage où il critique l'ancienne manière d'opérer :

Government loans to financial institutions and industrial concerns were treetop operations; what was needed was to feed the roots. The workers, including the unemployed, were the ones to be cared for. And, Adolf added, the small enterprises, who felt the worst of the squeeze because they were closest to the consumer who could not buy.¹⁴

Dépression oblige, il fallait à tout prix restaurer le pouvoir d'achat des consommateurs et fournir de l'aide immédiate aux chômeurs. Afin de pallier le malaise économique, le gouvernement fédéral devrait, selon le Brain Trust, injecter dans le système des capitaux supplémentaires. De plus, il fallait mettre en place de nouveaux organismes régulateurs afin d'assurer une meilleure supervision du secteur financier et multiplier les programmes gouvernementaux destinés à venir en aide à l'Américain moyen. Encore faut-il que le gouvernement soit capable d'avoir une certaine influence sur les problèmes engendrés par la concentration économique. Une telle considération figurait au centre du projet des modernistes associés au Brain Trust.

The objective, Roosevelt said, was simple enough; it was well within the inventive capacity of men to ensure that all who were able and willing to work should receive at least the necessities of life.¹⁵

Même si le New Deal du président Roosevelt ne réussit jamais à atteindre son objectif, il amorça néanmoins la tendance, qui ira en s'accroissant, à favoriser l'intervention gouvernementale dans l'économie et la société américaine au détriment du modèle du laisser-faire cher à certains partisans du camp des décentralistes. Comme l'explique Edsforth, Berle n'avait pas seulement à suggérer des réformes pour résoudre les problèmes économiques à long terme, mais aussi à travailler à des solutions applicables rapidement, « Adolf Berle directed efforts to deal with the farm foreclosure crisis, business bankruptcies, and the imminent threat of financial collapse in the railroad industry. »¹⁶ Hurtgen, quant à lui, résume la position des modernistes tels que conçue par Tugwell et Berle. Ces derniers conclurent que seule une certaine planification

économique centralisée et un interventionnisme accru sont susceptibles d'escamoter une nouvelle dépression. A leurs yeux, briser le pouvoir des corporations et restaurer la compétition, selon la formule des décentralistes, ne suffisaient pas :

While the decentralists argued that bigness is a curse, the planners writing as the modernist wing of liberalism countered that trustbusting is a policy of drift and confusion. Decentralists extolled the virtues of competition; modernists stressed the need for stability, order and control. To the modernists only a government prepared to regulate and plan economic activity could secure the advantages of an advanced industrial order.¹⁷

Encore faut-il rappeler que le débat entre décentralistes et modernistes s'articulait autour des liens indissolubles entre économie et politique.

Le rapport entre vision économique-politique et démocratie

L'apport des sciences exactes a permis à l'économie de réaliser d'importantes percées. En politique, il serait tentant de suivre les traces de l'économie, sauf que le positivisme inhérent à une telle démarche mène à un déterminisme qui contraste avec l'impossibilité de répéter à volonté une même expérience dans le domaine sociopolitique. Toujours est-il que l'économie tend à garder la politique dans son giron ne serait-ce qu'en établissant un lien entre les écarts dans le revenu et les principes démocratiques de liberté et d'égalité. Dans son avant-propos à *Power without Property*¹⁸, Berle soutient que l'examen du système américain aurait avantage à épouser le double point de vue économique-politique sans accorder de préséance à une perspective au détriment de l'autre. Au contraire, Berle croit que le consensus contrebalance le pouvoir économique en vue de le démocratiser. La complémentarité entre politique et économie doit donc être prise en considération dans l'analyse projetée

This is a study of one series of connected economic chain reactions forming part of the continuing American social revolution. The revolution, energized by the driving forces which give it motion powerfully affects the lives of all of us.¹⁹

En outre, dans la préface destinée aux érudits, Berle soutient que toute analyse économique approfondie s'assimile à une intrusion dans le système politique, les deux systèmes étant indissolublement reliés. Qu'est-ce qui les différencie alors? Le démembrement de la notion de propriété en ses éléments constitutifs relève de l'économie, sauf que le pouvoir inhérent aux organisations possédantes est de facture politique. Berle ajoute que la question de l'accumulation du capital laisse entrevoir, « the dim outlines of a tremendously significant political and social as well as economic force. »²⁰

En fait, Berle est d'avis que l'économiste procède à mesurer les données relevant de son domaine de compétence. Mais la connaissance qu'il en tire au sujet des phénomènes concernant la production, la distribution et la consommation des biens matériels ne bat son plein que si elle est inscrite dans le processus politique. C'est que la politique reflète un ensemble de valeurs dont l'économiste ne peut s'en passer s'il tend à améliorer le système économique en vigueur. Berle soutient qu'il serait erroné de

mettre le blâme sur le redresseur des erreurs qui aurait inscrit ses recommandations dans un cadre politique :

The evangelist-economist [...] subsumes some value judgements: this is why he wants a different system than what he has got, or hopes to correct the errors of our present course. It is wholly unfair in any case to criticize an economist for recognizing the political elements in his system, rather he ought to be criticized if he does not recognize them.²¹

Berle pousse son point de vue jusqu'à affirmer que ce qui protège l'individu ce sont les jugements de valeur largement partagés, à l'exclusion de toutes autres considérations.

D'ailleurs, le sens commun reconnaît généralement à l'économie un pouvoir certain même en l'absence d'une théorie du pouvoir. L'insuffisance conceptuelle de cette idée reçue affecte négativement la science politique moderne tout aussi bien que la théorie économique actuelle. Pour combler cette lacune, Berle avance que le concept de pouvoir implique deux sortes de rapports, l'un institutionnel, l'autre, sociétal, en précisant que la société comprend plusieurs centres de pouvoir, plus ou moins autonomes. Dans la pratique, l'exercice du pouvoir outrepassé le but visé :

[A]ny use of economic power (and probably of political and other forms of power as well) is remarkable for the fact that, when exercised to produce intended results, it may also cause a crop of unforeseen and unintended results.²²

Une lecture critique des transformations du marché telles que décrites par Berle

Berle soutient alors qu'il est erroné de se fier au marché libre qui selon une idée reçue, serait une panacée. La dénonciation des méfaits est à diriger contre le système social qui refuse de reconnaître d'autres contrôles que ceux requis par l'économie de marché. Une fois de plus, Berle fait état des vases communicants entre l'économie et la politique.

Le paradoxe, aux États-Unis en particulier, c'est que les corporations privées sollicitent l'intervention du gouvernement dans les affaires tout en s'objectant à ce que l'État exerce le pouvoir économique. Ceux qui contrôlent les corporations craignent que, par ce biais, il n'y ait intrusion du politique ou pire encore une collusion du pouvoir économique avec le régime politique :

There is danger that the purely economic function will be used [by the State] for ends foreign to its economic purpose. This is a blueprint of the road to tyranny, as Stalin, Mussolini and Hitler have forcefully demonstrated.²³

Par contre, avec le recul, des appréciations divergentes de l'ouvrage de Berle et Means ont vu le jour. Selon certains analystes, comme Mark S. Mizruchi²⁴, *The Modern Corporation* est un cri d'alarme, dans la tradition jeffersonienne, contre la concentration du pouvoir corporatif au sein de la société américaine. Pour d'autres chercheurs comme Rick Tillman²⁵, l'ouvrage est plutôt apologétique d'un nouvel élitisme économique, qui se cache sous des propositions pluralistes illusoire. Parfaitement conscient des abus du pouvoir de la part des dirigeants des grandes entreprises qui dominaient l'économie américaine, Berle se serait bercé d'illusion en croyant qu'une réglementation gouvernementale était suffisante pour empêcher une

concentration trop grande de pouvoir entre les mains d'une minorité influente. Le gouvernement américain devait donc s'adapter à une sorte de déterminisme économique pour garantir un minimum de « fair-play » et s'assurer d'un consensus populaire. Pour Tillman, Berle était un pluraliste dans l'âme qui souhaitait voir un meilleur partage du gâteau de la prospérité aux États-Unis, mais qui ne voulait pas fondamentalement toucher de façon radicale au régime de propriété privée :

Most pluralists, including Berle, probably would like the system to become more completely pluralistic so that excluded groups and non-participants would be more fully integrated into the social and political fabric.²⁶

Le fait qu'une distribution plus large des parts des grandes entreprises détenues par un pan plus grand de la société américaine n'autorise pas Berle à y voir un signe du progressisme du système économique en place. Par contre, le phénomène de dispersion, somme toute limitée, combiné avec l'engagement du gouvernement dans la sphère économique, via la réglementation financière et les projets associés au New Deal sont tenus par Berle comme garants d'un avenir meilleur. Selon Tillman, le potentiel destructeur ainsi que les abus de pouvoir par des corporations géantes, furent systématiquement sous-estimés par Berle qui croyait aveuglément en la bonne volonté du gouvernement à se mettre à l'écoute de l'opinion publique. Tillman résume l'opinion de Berle en ces termes :

Corporate misbehaviour leads to a public consensus which demands more federal regulation. This, in turn, checks the irresponsible use of power by the corporation. In the meantime, the corporate conscience adapts itself to the new public consensus on permissible corporate behaviour, and a balance or equilibrium is struck between contending forces in society.²⁷

Les vases communicants du méliorisme

L'allusion de Tillman à une sorte d'équilibre pluraliste plus démocratique découlerait donc de l'interaction entre l'opinion publique, le secteur privé et le gouvernement. Plus tard, des économistes néoclassiques tels que Friedman et Hayek, verront en Berle un ennemi idéologique, du fait qu'il n'acceptait pas religieusement le dogme de la compétition économique totale ni la non-intervention gouvernementale dans le secteur privé. Tillman affirme que Berle croyait en une sorte de « People's Capitalism » en préconisant le développement d'une conscience corporative qui tienne compte des intérêts de la société au sens large. Par contre, il était clair que ce capitalisme populaire n'était au fond qu'un vœu pieux que d'ailleurs Berle savait pertinemment qu'il ne se réaliserait jamais. Le fait de détenir quelques actions et d'avoir un droit de vote aux élections fédérales ne donne pas plus de contrôle au citoyen américain moyen sur les décisions économiques majeures qui l'affecteront :

The possibility of owning income-producing property and becoming economically independent traditionally has had a great appeal to

many Americans. It also has become a fetish for scholars like Berle, who have given it an emphasis out of all proportion to the likelihood of its occurrence.²⁸

Pour Tillman, la majorité de la population américaine, de nos jours comme du temps de Berle, demeure condamnée à gagner sa vie à la sueur de son front troquant sa force de travail contre un salaire de subsistance. Les conclusions que tire Berle, avance Tillman, vont à l'encontre des prémisses de son raisonnement, nommément l'inégalité et la non inclusion inhérente à la nouvelle structure économique américaine. Berle fut, ajoute-t-il, non seulement un idéologue du « People's Capitalism » mais aussi un fervent critique du sociologue C. Wright Mills²⁹, qui concevait ce nouveau post-capitalisme comme étant un système élitiste, foncièrement injuste. La régulation berlienne suffisait de justesse à éviter la Scylla des abus privés et le Charybde d'une révolution socialiste :

Berle's allegedly pluralist model of the U.S. political economy is at least as elitist in terms of its power distribution as it is pluralist, although the élites are non monolithic in character. At times Berle's pluralist rhetoric failed to conceal what is, on the basis of his own testimony, an elitist power system.³⁰

Selon Tillman, Berle lui-même admettait que le consensus politique populaire, qui servait à limiter les abus de pouvoir des grandes corporations américaines, était largement la fabrication d'une élite intellectuelle très proche des classes dirigeantes. Bien qu'il ait appréhendé la concentration économique aux États-Unis et les effets possibles d'un capitalisme de gestion, Berle acceptait au fond la nouvelle donne économique. Par contre, Tillman ne contextualise peut-être pas ici assez la vision de Berle. La concentration économique en Italie et en Allemagne, par exemple, favorisait des solutions politiques beaucoup moins démocratiques que celles du New-Deal de Roosevelt³¹. Néanmoins, Tillman a peut-être raison de souligner la naïveté de Berle qui soutenait la plausibilité de développer une « conscience corporative » à effet progressiste :

Although he formulated the doctrine in a vague way, Berle was convinced that the ruling élites in the corporations have undergone a civilizing process since the early 1930s; it imbued them with a strong sense of responsibility toward the rest of society.³²

Au fond, même si le réformisme passif de Berle ne plaît pas à Tillman, ce dernier reconnaît que Berle souleva un voile sur la nature du capitalisme américain moderne et en dégagait certains contours significatifs. D'autres penseurs tireront des conclusions pratiques tout autres à partir des découvertes de l'ouvrage de Berle et Means, mais Tillman conclut en disant que The Modern Corporation serait un des éléments déclencheurs du débat en cours dans la sociologie américaine contemporaine entre pluralistes et tenants d'une théorie des élites. Néanmoins, l'influence que ne cesse d'exercer Berle suffit pour reconnaître son importance et son actualité.



Quant à Mark Mizruchi il porte un jugement beaucoup moins sévère que celui de Tillman sur les intentions de Berle et Means en situant The Modern Corporation dans la tradition Jeffersonienne qui s'insurge contre toute concentration de pouvoir, qu'elle soit économique ou politique. Mizruchi soutient d'ailleurs que les États-Unis furent fondés sur l'idée qu'il ne devrait avoir aucun secteur de la société qui soit monopolisé par une petite minorité toute puissante :

In the tradition of Thomas Jefferson, Berle and Means warned that the ascendance of management control and unchecked corporate power had potentially serious consequences for the democratic character of the United States.³³

Ce ne sont pas Berle et Means qui sont à blâmer pour les interprétations justificatives de la nouvelle structure économique concentrée aux États-Unis. Ce sont les penseurs subséquents, sociologues et politicologues, surtout américains, qui ont compris les changements économiques de la première moitié du 20^e siècle comme étant porteurs de plus de démocratie. Ils en ont conclu qu'en soustrayant au propriétaire le contrôle des grandes corporations l'unité des élites dirigeantes se lézarderait et que la dispersion des actions chez un plus grand nombre de citoyens donner à ces derniers un mot à dire dans les destins du secteur privé. Pour Mizruchi, ce n'était certainement pas le point de vue de Berle et Means qui ne voyaient pas d'un bon œil la nouvelle formation économique :

Social scientists who drew on Berle and Means in subsequent decades presented a far more benign interpretation of the use of managerialism, however. For them, the separation of ownership from control actually led to an increased level of democratization as a whole.³⁴

L'interprétation historiciste de la pensée de Berle

Pour mieux comprendre les écrits de Berle, il y aurait avantage à les contextualiser. Le cas échéant, Berle et Means ont simplement constaté que depuis la fin du 19^e siècle d'importants changements ont eu lieu dans la nature de l'économie américaine. L'époque de libre-échange telle que décrite dans La richesse des nations d'Adam Smith, avec ses entrepreneurs propriétaires qui se servaient de leur capital productivement avait cédé la place à d'énormes corporations contrôlant des pans entiers de l'économie nationale. En grossissant, ces corporations devenaient de plus en plus incontrôlables par un individu ou une seule famille entrepreneuriale. Désormais des gestionnaires s'occupent des grandes décisions concernant la compagnie alors que les actionnaires ne peuvent pas vraiment, étant donné la dispersion des parts, avoir grand-chose à redire à ce sujet. Par analogie avec le rôle que tient le capitaine d'un navire, le gestionnaire soutient que son expertise lui confère l'exclusivité dans les prises de décision affectant l'entreprise dont il a la charge d'assurer le bon fonctionnement :

Removed from the pressures of stockholders, managers, for Berle and Means, were now viewed as a self-perpetuating oligarchy, unaccountable to the owners whom they were expected to represent. In an examination of the 200 largest U.S. non-financial corporations in 1929, Berle and Means found that 44 percent of them had no individual ownership interest with as much as 20 percent of the stock, a share they viewed as a minimum necessary for control.³⁵

Berle et Means brossent alors le tableau de la formation d'une nouvelle oligarchie économique dans le sein du monde libéral américain. Ces nouveaux maîtres de l'économie n'ont pas de compte à rendre à qui que ce soit. La vie de millions d'individus est désormais entre les mains d'individus qui n'ont été ni élus ni nécessairement attachés à la communauté dans laquelle leur entreprise se retrouve. Ils peuvent prendre des décisions qui auront des conséquences désastreuses sans qu'il y ait grands moyens pour les empêcher de le faire. Pour Mizruchi, The Modern Corporation sonnait un cri d'alarme quant aux dangers qui guettent la société américaine :

It was also a concern about managers' lack of accountability to society in general. Berle and Means thus wrote of a small group, sitting at the head of enormous organizations, with the power to build, and destroy, communities, to generate great productivity and wealth, but also to control the distribution of that wealth, without regard for those who elected them (the stockholders) or those who depended on them (the larger public).³⁶

Toutefois Mizruchi concède que ni Berle ni Means ne savait vraiment quoi faire dans les nouvelles circonstances sans remettre en question tout le système juridique de propriété privée. Le mieux qu'ils aient pu faire fut de proposer quelques réformes et de prôner une meilleure réglementation du secteur privé tout en sachant pertinemment que cela ne préviendrait jamais tous les abus. Parmi leurs successeurs, seuls quelques penseurs subséquents dans leur critique, en l'occurrence Schumpeter et Lipset, comprirent le message d'avertissement que lançaient Berle et Means.

If Berle and Means implied that even elected officials (the board of directors) could be far removed from and unaccountable to their voters (the stockholders), this would seem to raise similar concerns about the extent of democracy in the political system. Indeed, to some thinkers, including Joseph Schumpeter and Seymour Martin Lipset, it did.³⁷

Cependant la majorité des autres commentateurs et sociologues ont tiré des conclusions souvent antinomiques à celles de Berle et Means. Daniel Bell et Ralf Dahrendorf ont tenu le divorce entre la propriété et le contrôle comme garant de plus de démocratie dans la société américaine. Ils croyaient que le nouveau système transcendait le capitalisme sauvage et les abus des légendaires capitaines d'industrie caractéristiques du 19^e siècle. Dahrendorf allait jusqu'à affirmer qu'on était maintenant à l'ère post-capitaliste et qu'on pouvait compter sur un avenir plus progressiste.

Rather than sharing Berle and Means's suspicion of managerialism as ushering in a dangerous era of concentrated economic power, American sociologists and other social scientists thus praised the new system as a further extension of democracy.³⁸

Qui plus est, ces sociologues, selon Mizruchi, ont vu ce qu'ils ont voulu voir et compris les constatations de Berle et Means comme venant conforter leur point de vue biaisé sur la société américaine. Pour eux, la technocratie et la révolution des gestionnaires divisaient l'élite des affaires américaines et contraient les pires excès du capitalisme sauvage. Mais Mizruchi, comme Tillman avant lui, rappelle que plusieurs de ces grandes compagnies dirigées par des gestionnaires furent récipiendaires de l'aide fédérale « bail out » durant la grande dépression, alors que les économistes de l'école de Chicago faisaient valoir qu'on ne joue pas avec la main invisible dont parle Adam Smith, qu'à ses risques et

périls. Mais Mizruchi affirme que la validité des thèses économiques de Berle et Means ne sont pas ce qui a de plus important à retenir de *The Modern Corporation*. C'est plutôt la question de la concentration du pouvoir qui en fait un classique aujourd'hui :

*Their views on the concentration of economic power were quite explicit, albeit largely ignored by subsequent interpreters. But embedded in their argument was an equally important concern: the potential concentration of political power, an issue prominent in American political thought going back to Thomas Jefferson.*³⁹

Cette combinaison dangereuse de concentration économique et de monopole d'un pouvoir social fut aussi au cœur du projet de l'école de Francfort en Allemagne dans les années 1930 et 1940. Otto Kirchheimer⁴⁰ et Friedrich Pollock⁴¹ tirèrent des conclusions similaires bien que plus pessimistes que celles de Berle et Means. Kirchheimer voyait d'un mauvais œil la tendance de l'intervention politique centralisée sur l'économie dans le but de sauver le capitalisme de l'ère des grandes corporations privées. L'individualisme caractéristique du libéralisme du 19^e siècle était remplacé par une combinaison s'articulant sur les élites du monde économique et politique :

*The general tendency of this change leads away from the liberalistic form of compromise, which was essentially a delimitation of spheres between the individual and the government to a compromise among conflicting power groups [...] The day-to-day compromise which the politically independent representative in liberalistic society concluded with the government and with his colleagues has given way to the compromise between large social and political organizations in the "pluralistic" state.*⁴²

Quant à lui, Pollock espérait que la condition matérielle de la majorité de la population pourra encore s'améliorer dans les régimes politiques démocratiques comme celui des États-Unis. La capacité de changer le gouvernement en place, par la voie d'élections libres lui fournissait encore une lueur d'espoir face au despotisme grandissant en Europe. Comme Berle, Pollock estimait que l'époque de l'entreprise privée telle que décrite dans la pensée économique classique était désormais dépassée et que seul un contrôle démocratique pouvait limiter les ravages de la concentration du pouvoir économique :

*Under a democratic form of state capitalism, the state has the same controlling functions but is itself controlled by the people. It is based on institutions which prevent the bureaucracy from transforming its administrative position into an instrument of power and thus laying the basis for transshaping the democratic system into a totalitarian one.*⁴³

Berle et Means, comme certains membres de l'école de Francfort, ont, selon Mizruchi, contribué à alimenter le débat autour de la nature du système politique américain, tandis que les pluralistes ont interprété l'ouvrage de Berle et Means comme une preuve à l'appui du fossé insurmontable qui sépare en deux l'élite de la société américaine :

*A critical tenet of pluralism was the assumption of a divided elite. Even if a small group of elites dominates politically, as long as there is competition among them, the public can always replace the group that is in power with another segment of the elite. This according to Schumpeter, and other theorists of the period, was an important prerequisite for democracy.*⁴⁴

Mizruchi en conclut que la disjonction des questions économiques des préoccupations du pouvoir politique, en

conformité avec la division des sciences sociales en disciplines distinctes, ont eu une part à jouer dans les erreurs d'interprétations. De plus, cette division, entre disciplines et écoles de pensée, a parfois contribué à masquer l'importance de *The Modern Corporation* comme une étude classique d'une transformation majeure de l'économie et de la nature du pouvoir politique aux États-Unis. Selon Mizruchi, il faudrait qu'un nouveau Berle et Means, portant un regard critique sur les récents développements de l'économie américaine au tournant du 21^e siècle, étudient les effets de la concentration économique des institutions financières contemporaines. Il semble que ceux qui voudraient proposer des solutions pour remédier à la récente crise économique auraient avantage à relire l'ouvrage de Berle et Means :

*And whether we believe that corporations have a responsibility to their larger community, their actions affect that community nevertheless. The debates of the 1970s and 1980s did not resolve the question of the nature of corporate political power in capitalist societies. But at least social scientists were trying to answer the question. This topic no longer holds a central place in the fields of sociology and political science, yet there is no shortage of issues that cry out for attention.*⁴⁵

En guise de conclusion

La tendance à créer aux États-Unis des entreprises de plus en plus imposantes en termes de chiffres d'affaires a immanquablement abouti à une séparation entre la propriété et le contrôle. Il y eut pour défendre les intérêts des investisseurs des voix qui claironnaient, sans effet palpable, que la régulation était nécessaire. Le retour en arrière s'avérant irréalisable, les modernistes, tels que Berle, préconisaient l'intervention du gouvernement dans le but de contrer les dérapages des gestionnaires peu scrupuleux. La réglementation recommandée par Berle favorise une participation plus accrue des actionnaires dans la gestion de l'entreprise. C'est du point de vue économique-politique de Tugwell et de Berle que le progressisme américain a fait l'objet de cet exposé. Notre analyse a montré que les deux branches du savoir, en l'occurrence la politique et l'économie, s'entrecoupaient sans pour autant perdre leur autonomie respective. Tugwell considère l'adoucissement des écarts de revenus comme condition sine qua non à la consolidation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. De son côté, Berle met davantage l'accent sur l'aspect économique, sans toutefois négliger l'importance de la politique dans les transactions économiques; traitant de l'intérêt public et du progrès réalisé en matière du bien-être social. Il en ressort que l'amélioration des conditions de vie ne peut se passer ni de la politique ni de l'économie et que ces deux disciplines s'avèrent, on ne peut plus très complémentaires et indissolublement liées.

Notes

- ⁱ Ronald Edsforth, *The New Deal, America's Response to the Great Depression*, Malden, Blackwell Publishers, 2000.
- ⁱⁱ *Ibid.*, p.54.
- ⁱⁱⁱ James R. Hurtgen, *The Divided Mind of American Liberalism*, Lanham, Lexington Books, 2002.
- ^{iv} *Ibid.*, p.2-3.
- ⁵ *Ibid.*, p.2.
- ⁶ Adolf Berle et G. Means, *The Modern Corporation and Private Property*, New-York, Harcourt Brace & World, 1968 (1932).
- ⁷ *Ibid.*, p.6.
- ⁸ *Ibid.*, p.120.
- ⁹ *Ibid.*, p.244.
- ¹⁰ *Ibid.*, p.245.
- ¹¹ *Ibid.*, p.310.
- ¹² Jean Magnon de Bomier, « Propriété et contrôle dans la grande entreprise : une relecture de Berle et Means », *Revue économique*, 1987, vol.38, no.6, p.1172.
- ¹³ *Ibid.*, p.1173.
- ¹⁴ R.G. Tugwell, *The Brains Trust*, New-York, Viking Press, 1968., p.96.
- ¹⁵ *Ibid.*, p.104.
- ¹⁶ Edsforth, *Op.cit.*, p.126.
- ¹⁷ Hurtgen, *op.cit.*, p.37-38.
- ¹⁸ Adolf Berle, *Power without Property*, London, Sidgewick and Jackson Limited, 1960
- ¹⁹ *Ibid.*, p.1.
- ²⁰ *Ibid.*, p.18.
- ²¹ *Ibid.*, p.21.
- ²² *Ibid.*, p.83.
- ²³ *Ibid.*, p.96.
- ²⁴ Mark S. Mizruchi, « The Governance and Power of Large U.S. Corporations », *Theory and Society*, Vol.33, No. 5, Oct.2004.
- ²⁵ Rick Tillman, « Apology and Ambiguity », *Journal of Economic Issues*, Vol.8, No.1, Mar.1974.
- ²⁶ *Ibid.*, p.112-113.
- ²⁷ *Ibid.*, p.113.
- ²⁸ *Ibid.*, p.115.
- ²⁹ Cf. C.Wright Mills, *The Power Elite*, New-York, Oxford University Press, 1962.
- ³⁰ Tillman., *Op.cit.*, p.118.
- ³¹ Cf. Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Paris, Maspero, 1971.
- ³² Tillman *Op.cit.*, p. 120.
- ³³ Mizruchi, *Op.cit.*, p. 579.
- ³⁴ Mizruchi, *Op.cit.*, p. 579.
- ³⁵ *Ibid.*, p. 581.
- ³⁶ *Ibid.*, p. 581.
- ³⁷ *Ibid.*, p. 581.
- ³⁸ *Ibid.*, *Op.cit.*, p. 583.
- ³⁹ *Ibid.*, p. 603.
- ⁴⁰ Cf. Otto Kirchheimer, « Changes in the Structure of Political Compromise » in Andrew Arato & Eike Gebhardt ed., *The Essential Frankfurt School Reader*, New-York, Continuum, 1988.
- ⁴¹ Cf. Friedrich Pollock, « State Capitalism: Its Possibilities and Limitations » in Andrew Arato & Eike Gebhardt ed., *The Essential Frankfurt School Reader*, New-York, Continuum, 1988.
- ⁴² Kirchheimer, *Op.cit.*, p.56-57.
- ⁴³ Pollock, *Op.cit.*, p.2-3.
- ⁴⁴ Mizruchi, *Op.cit.*, p. 603.
- ⁴⁵ Mizruchi, *Op.cit.*, p. 609.